

**ÉPREUVES DE SÉLECTION PROFESSIONNELLE
POUR L'ACCÈS AU GRADE DE MAJOR
DE L'ARMÉE DE TERRE**

2016

ANALYSE DE TEXTE

Durée : 3 heures (coefficient 6)

JEUDI 8 SEPTEMBRE 2016
de 8H00 à 11H00

Aucun document n'est autorisé pour cette épreuve.

Cette épreuve comporte :

- deux questions de compréhension portant sur le texte, à traiter en dix lignes maximum par question ;
 - une question imposant une prise de position développée et argumentée s'appuyant, en particulier, sur une analyse critique du contenu du texte.
Une attention toute particulière sera apportée à cette question.
-

Faut-il enterrer la défense européenne ?¹

Document à analyser : Discours du ministre de la Défense sur l'Europe de la Défense - Semaine des Ambassadeurs – Paris, le 26 août 2015.

Source : <http://www.defense.gouv.fr/ministre/prises-de-parole-du-ministre/prises-de-parole-de-m.-jean-yves-le-drian/discours-du-ministre-de-la-defense-sur-l-europe-de-la-defense-semaine-des-ambassadeurs-26-aout-2015>

« Je suis très heureux de vous retrouver pour la quatrième année consécutive. [...] C'est pour moi l'occasion d'aborder un sujet qui nous tient tous à cœur, et qui doit tous nous mobiliser, dans le quotidien de nos missions : l'Europe de la Défense.

Une mobilisation collective : tel est le message que je portais ce printemps encore, aux côtés de mes collègues européens, pour la commémoration des soixante-dix ans de la Libération de la ville de Lorient, qui marquait la fin de la Seconde Guerre mondiale. Je veux le redire aujourd'hui. Dans le contexte actuel, le projet européen n'est ni une option, ni une alternative ; c'est une nécessité, qui mérite notre engagement constant.

Comme vous le savez, Madame Mogherini a reçu mandat du Conseil européen en juin 2015 de préparer une stratégie globale de l'UE sur les questions de politique étrangères et de sécurité d'ici juin 2016. Nous soutenons cette initiative, qui doit être conduite avec les États membres. Toutefois, à l'heure où les menaces sont nombreuses et diffuses, nous sommes confrontés au risque de vision divergente des intérêts de sécurité européens. Tandis que certains Alliés ont le regard tourné à l'Est, d'autres se concentrent au Sud, où l'instabilité ne cesse de croître. Dans cet environnement stratégique incertain et changeant, il nous faudra encourager une posture flexible et adaptée à toutes les menaces, quelle qu'en soit l'origine et quelle que soit leur nature.

Dans ce contexte, trois défis se présentent à nous. Le premier est de porter un regard commun – réaliste et surtout partagé – sur l'ensemble des risques et menaces pour notre continent. Le deuxième est d'affirmer une Europe – et des pays européens – suffisamment volontaires pour faire progresser leur coopération en matière de défense mais également capables d'assurer un continuum entre la politique de sécurité intérieure et l'action extérieure. Le troisième défi, enfin, est de renforcer la complémentarité de nos actions entre l'Union européenne, l'Alliance atlantique et les Nations unies.

Je ne reviens pas ici en détail sur les risques et les menaces auxquels sont confrontés l'ensemble des Européens. C'est ce que, précisément, notre Livre blanc a bien anticipé en parlant des « risques amplifiés par la mondialisation », en particulier le terrorisme djihadiste ou la prolifération des armes de destruction massive ; en parlant également des « risques liés à la faiblesse des États » et l'enjeu majeur des flux de réfugiés en est ici l'une des conséquences les plus dramatiques (ce sera l'un des enjeux du Sommet de Malte en novembre prochain) ; en parlant enfin de la « résurgence des menaces de la force », et je pense ici, bien sûr, à la crise ukrainienne. L'ampleur de ces menaces, leur gravité et leur simultanéité nous ont, je crois, tous surpris, alors même que l'architecture de paix et de sécurité est aujourd'hui fragilisée comme rarement elle l'a été depuis la fin de la Guerre froide.

Aujourd'hui, les menaces sont notamment à l'Est et notre responsabilité est d'y faire face. La France assume ses responsabilités au sein de la défense collective de l'Alliance, à travers les

¹ Question tirée du titre du livre de Nicole GNESOTTO « Faut-il enterrer la défense européenne ? » Collection Réflexe Europe – Débats- La Documentation française, Ed. 2014.

mesures d'assurance de nos Alliés orientaux. Nos AWACS, nos avions de patrouille maritime et nos frégates ont participé aux efforts communs pour renseigner, dissuader et être prêts à intervenir au profit d'Alliés menacés. La France a donc très rapidement, après mars 2014, déployé 4 avions de combat en Pologne puis, au printemps dernier, pour la première fois, y a également engagé des chars lourds et de l'infanterie. En 2014, ce sont 5.000 hommes qui ont participé à ces mesures d'assurance. En 2016, comme en 2014, nous assurerons un nouveau créneau de police du ciel dans les États baltes.

Mais les menaces sont aussi au Sud. C'est pourquoi, dans le même temps, l'engagement de l'Europe de la défense sur les théâtres africains vient poursuivre cet objectif ambitieux de gestion partagée des crises. Ici, nous pouvons être satisfaits de voir qu'à force de dialogue et d'efforts de persuasion, la notion d'intérêt de sécurité européen s'illustre progressivement.

Le cas du Mali est emblématique à cet égard et pourrait constituer un cas d'école. La mobilisation de moyens importants et complémentaires de l'UE et de l'ONU est venue relayer notre action militaire au sol depuis janvier 2013. Nous pouvons nous souvenir de la difficulté que nous avons eue à mobiliser nos partenaires européens au moment du paroxysme de la crise début 2013, alors qu'aujourd'hui s'y trouve déployée une mission de stabilisation des Nations unies forte de 10.000 hommes, une mission de formation militaire et de conseil stratégique, ainsi qu'une mission de renforcement capacitaire civile de l'UE. L'enjeu est de voir maintenant comment ces différentes missions peuvent ensemble, en fonction de leurs mandats respectifs, soutenir au mieux la mise en œuvre de l'accord d'Alger.

Le cas de la Centrafrique est tout aussi marquant. Nul n'ignore que c'est la France qui a su mobiliser les efforts de ses partenaires au profit de ce pays déchiré par la guerre civile et les risques de massacres de masse en 2013. L'objectif était alors de favoriser une réponse cohérente de la communauté internationale en appui à notre engagement militaire résolu. Outre la MINUSCA, nous avons su conduire les Européens – non sans mal – à s'intéresser à la Centrafrique et leur faire comprendre l'intérêt européen à s'engager résolument au sein d'une opération et, depuis avril dernier, au sein d'une mission de conseil stratégique. A présent que la Centrafrique se relève progressivement des décombres de la guerre civile, il importe de poursuivre la mobilisation de nos partenaires européens pour qu'ils décident de la transformation de cet engagement en une mission de type EUTM, avec un volet de formation et un volet de conseil stratégique, dès que le processus électoral aura porté ses fruits.

Il nous reviendra de préserver dans la future stratégie de l'UE la place centrale de la PSDC dans la gestion des crises qui est la sienne. Ce rôle crucial devra être relayé par les différents instruments à la disposition de l'UE pour créer un effet maximal sur le terrain. Tel doit être le premier enjeu de cette révision stratégique.

Un autre enjeu majeur pour la réflexion stratégique des Européens sera de renforcer notre continuum de sécurité.

Pour la France, l'engagement commence sur notre territoire national : l'opération Sentinelle mobilise jusqu'à 10 000 militaires en réponse aux actes terroristes qui ont frappé la France depuis janvier dernier. L'action de nos forces armées se prolonge naturellement à l'extérieur. Et ce sont les mêmes militaires qui sont présents, sur le territoire et hors du territoire national. Il faut insister sur le fait qu'il n'y a pas de spécialisation des troupes déployées. Cet engagement inédit des forces armées est donc une nouvelle donne, dont nous devons tirer toutes les conséquences. Au niveau français, avec l'actualisation de la programmation militaire qui renforce plusieurs de nos capacités en ce sens, mais aussi avec un travail sur la doctrine d'emploi de nos forces que j'ai engagé en lien avec le chef d'état-major des armées. Mais aussi au niveau européen, car cette question du continuum de sécurité en Europe est, je n'en doute pas, une question essentielle pour nombre de nos partenaires frappés eux aussi par des actes terroristes.

Il faut faire un diagnostic clair et serein. Pour ma part, je constate que les instruments que doivent développer ensemble la sécurité intérieure et la PSDC ne donnent pas encore pleine satisfaction dès lors que l'on cherche à les mobiliser efficacement.

Lorsque nous réfléchissons, autour de la Haute Représentante, à l'élaboration de la future stratégie de politique étrangère et de sécurité, il nous faudra tirer tous les enseignements de nos récentes expériences du traitement de la crise libyenne à l'Union européenne. Cette crise est particulièrement complexe, en raison des divisions internes au pays, mais aussi de celles des pays de la région. Les trafics lucratifs, y compris celui des migrants, qui prolifèrent sur cette crise, attisent encore la difficulté qui est la nôtre de lui porter une réponse satisfaisante. Cette réponse, bien sûr, doit être politique, et la diplomatie française travaille ardemment en ce sens. Mais elle doit aussi intégrer un volet de sécurisation de nos frontières, car tel est le défi qui se présente à nous aujourd'hui. A cet égard, la réponse qu'ont dessinée les chefs d'Etat et de gouvernement au Conseil européen extraordinaire du 23 avril 2015 contient les éléments d'une meilleure coordination entre les instruments de sécurisation des frontières européennes, à travers le renforcement des missions de Frontex, mais aussi de la PSDC qui intervient au-delà de ces frontières, le plus en amont possible de l'épicentre des crises.

Une réflexion importante nous attend ici, pour accompagner, de la manière la plus efficace possible, la progression de la nouvelle opération en Méditerranée, EU NAVFOR MED, que nous avons lancée en juin dernier. Au-delà des activités d'acquisition et de partage de renseignement qui nous réunissent actuellement, il est clair que plusieurs de nos partenaires voudront que l'opération joue un rôle accru dans le sauvetage des migrants en mer. Ce faisant, ils voudront lui donner une visibilité qui soit source de justification pour leur opinion publique. Ma conviction, très forte, est que cela se ferait au détriment de son efficacité, car l'opération risquerait alors d'attirer encore plus d'embarcations en mer et d'alimenter ainsi indirectement les trafics, ce qui est totalement contraire à son objectif ! Notre intérêt est de poursuivre rapidement sa montée en puissance vers des actions coercitives, pour neutraliser les embarcations avant qu'elles ne puissent être utilisées par les trafiquants. C'est ainsi que nous pouvons lutter efficacement contre les réseaux, comme l'ont demandé les chefs d'Etat et de gouvernement en avril dernier.

Au-delà d'une appréciation commune des risques et menaces, nous avons besoin, plus que jamais, d'une défense forte. Seule institution capable d'agir dans toutes les phases d'une crise par une réponse qui allie tant des enjeux de sécurité que de développement, l'Union européenne doit s'imposer progressivement en tant qu'acteur visible et cohérent en matière de gestion de crise. La PSDC constitue un vecteur de renforcement de nos outils de défense ; c'est aussi un outil d'interopérabilité de nos forces ; c'est pourquoi nous accordons un point d'honneur à la consolider. Mais une Europe de la défense forte requiert avant tout des Européens qui investissent dans leur défense.

La mobilisation collective est là encore indispensable. Tous, nous devons prendre nos responsabilités au niveau national, et renforcer ainsi nos appareils de défense respectifs. Notre action, en tant qu'Européens, ne sera cohérente et efficace que si nous donnons à nos ambitions les moyens de leur réalisation.

Au Sommet de Newport, nous nous sommes engagés sur des objectifs budgétaires, ceux de consacrer 2% du PIB national à l'effort de défense, dont 20% à l'investissement et à la recherche. La France prend ses responsabilités, avec un effort de défense proche des 2% du PIB et une augmentation significative de notre budget de défense, inédite en cours de programmation militaire. Cette actualisation de la LPM, qui a fait l'objet d'une loi promulguée au début de l'été, est à plusieurs égards sans précédent. Au-delà même de cet effort budgétaire, plusieurs de nos capacités, en matière de renseignement par exemple, se trouvent significativement renforcées, à la mesure des défis que nous rencontrons aujourd'hui. Il appartient à la France de mobiliser ses partenaires dans la même dynamique, pour que cet engagement fort du Sommet de Newport soit réellement suivi d'effets.

Les relais diplomatiques que vous êtes nous seront indispensables, pour que les investissements de défense puissent être à la hauteur des enjeux que nous devons affronter. C'est fondamental : c'est une question de sécurité, c'est une question de crédibilité, c'est aussi une question de solidarité. Nous devons encourager un rééquilibrage des efforts entre Européens.

Le renforcement de notre défense en Europe passe également par une coopération accrue, que vient appuyer l'Agence Européenne de défense. Deux chantiers essentiels devront y être soutenus : consolider la base industrielle en Europe et préparer nos capacités futures. Je voudrais appeler votre attention sur l'importance de la coopération entre Européens pour permettre de consolider l'Europe de la Défense. Je voudrais vous rappeler quelques-uns des projets emblématiques ambitieux sur lesquels nous sommes engagés entre Européens. Je pense en premier lieu à la coopération qui a été initiée avec l'Allemagne et l'Italie sur le drone MALE en mai dernier sur le lancement d'une phase d'étude de définition d'un système pour la prochaine génération de drones européens de surveillance. Je pense encore à la relève attendue des satellites Hélios II par les satellites CSO. Deux satellites ont déjà été commandés par la France en 2010. Un troisième satellite lancé en réalisation en 2015, avec la participation de l'Allemagne, permettra de compléter la capacité. La Belgique a également signé un accord de participation industrielle et des discussions sont en cours avec l'Italie et la Suède. De plus, il est prévu, au-delà de la contribution allemande à CSO, un échange capacitaire permettant l'accès de la France à SARah, le futur système de satellites radar allemand.

Je pense évidemment aussi au projet que nous souhaitons porter avec les Britanniques sur la montée en puissance de la Force expéditionnaire commune interarmées (CJEF) dont il s'agira d'examiner les scénarios d'emploi les plus dimensionnant. Je pense enfin aux regroupements industriels les plus porteurs pour renforcer notre industrie de défense, comme le rapprochement conclu entre KMW et Nexter Systems fin juillet ; il s'agit, je vous le rappelle, d'une étape majeure dans ce projet d'alliance, qui vise à donner naissance à un leader européen de l'armement terrestre et des munitions, avec un chiffre d'affaires annuel de 2 milliards d'euros, un carnet de commandes de 9 milliards d'euros et un effectif de plus de 6000 salariés.

Le Conseil européen de juin 2015 a rappelé nos objectifs dans le domaine de la coopération de défense européenne, entérinés en 2013. Il ouvre également de nouveaux sujets prometteurs. C'est ainsi que la Commission européenne engagera, pour la première fois, dans le cadre d'une Action préparatoire, un effort de recherche au service de la PSDC.

La sécurité du continent européen se joue aussi bien à l'UE qu'à l'OTAN, sur son flanc Est autant que sur son flanc Sud. Notre force réside dans la cohérence et dans la constance de notre engagement pour la sécurité collective des Européens, quelle que soit l'enceinte dans laquelle nous le portons. Nous l'avons rappelé, ensemble, au sommet de l'OTAN à Newport en septembre dernier, à celui de l'UE à Bruxelles en mai puis en juin, et nous le rappellerons encore lors du prochain sommet de l'Alliance à Varsovie.

Notre action est sérieuse et cohérente précisément parce que nous ne faisons pas de choix entre nos frontières, et tandis que nous envoyons des Rafale et des chars Leclerc à l'Est de l'Europe dans le cadre des mesures de réassurance, ce sont plus de 6500 hommes que nous déployons, dans le même temps, du Sahel au Levant. En vue du Sommet de l'OTAN à Varsovie, la France a également souhaité proposer un « cadre maritime global » à l'Alliance atlantique afin de faciliter les contributions des Alliés quel que soit le cadre d'emploi de leurs bâtiments et de valoriser la dimension maritime de l'Alliance. Notre approche est de renforcer l'appréciation de situation maritime parmi les Alliés et d'appuyer une opérationnalisation véritable de la stratégie de l'Alliance de 2011. En vue du Sommet de Varsovie, il importe également que nous restions mobilisés sur les sujets essentiels pour l'OTAN que sont la guerre hybride, la réforme de l'Alliance ou encore la culture nucléaire à l'OTAN.

Plus que jamais, l'approche globale doit être la nôtre, tant dans le cadre d'interventions militaires qu'en réponse à des menaces hybrides. La coopération entre l'UE et l'OTAN est fondamentale, car elle associe le potentiel dissuasif de l'Alliance à la pluralité et la diversité des instruments de l'UE.

L'opérationnalisation concrète de la coopération UE/OTAN se heurte trop souvent à des divergences, et il nous faut travailler de concert avec nos Alliés, nos partenaires pour harmoniser autant que possible nos positions et nous appuyer encore davantage sur ce partenariat stratégique essentiel.

Notre capacité à assurer la sécurité du continent européen se joue donc, de manière décisive, dans notre aptitude à agir de concert avec nos partenaires. L'OTAN, nous l'avons dit, mais je pense aussi à notre engagement aux côtés de l'ONU et des Africains, ainsi que nous l'avons affirmé au sommet UE/Afrique l'année dernière et le rappellerons au Forum de Dakar en novembre prochain. Cet engagement est essentiel. Il s'agit d'une part d'appuyer les processus engagés en faveur d'une stabilisation politique – tel que le fait l'Union européenne aux côtés des Nations Unies dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord d'Alger – et, d'autre part, d'accompagner les efforts des États africains dans une démarche de renforcement capacitaire. Tel est en particulier le sens de l'initiative « Train&Equip » que nous souhaitons voir développer à l'UE.

Pour conclure en quelques mots, les échanges plus informels que nous allons avoir dans quelques instants sur ces sujets sont essentiels pour nous permettre de considérer le chemin à parcourir et les écueils à éviter, notamment dans l'exercice de rédaction de la future stratégie européenne.

Comme lors de nos précédentes réunions, je souhaite bien évidemment qu'ils soient aussi libres que possible et, j'espère, tout aussi productifs. Je vous remercie à nouveau de votre présence et cède sans plus attendre la parole aux deux premiers intervenants.

SUJET

(à traiter dans son intégralité)

Questions de compréhension (à traiter en 10 lignes maximum par question)

1^{ère} question :

Quel principal risque peut menacer la stratégie globale de l'Union Européenne en matière de politique étrangère et de sécurité ?

2^{ème} question :

Quel est l'objectif majeur de l'opération EUNAVFOR MED ?

Question d'analyse

Un projet de défense européenne s'impose-t-il encore aujourd'hui ?

**ÉPREUVES DE SÉLECTION PROFESSIONNELLE
POUR L'ACCÈS AU GRADE DE MAJOR
DE L'ARMÉE DE TERRE**

2016

Q.C.M. DE CULTURE GÉNÉRALE

Durée : 2 heures (coefficient 3)

**JEUDI 8 SEPTEMBRE 2016
de 15H30 à 17H30**

Aucun document n'est autorisé pour cette épreuve.

QUESTIONS D'ORTHOGRAPHE

- QUESTION 1 :** Lequel des mots suivants est mal orthographié ?
- Apostropher.
 - Applatir.
 - Apposer.
 - Apitoyer.
- QUESTION 2 :** Quelle est l'orthographe correcte de ce mot ?
- Hémmorragie.
 - Hémmorragie.
 - Hémorragie.
 - Hémorragie.
- QUESTION 3 :** Parmi les mots suivants, un seul est mal orthographié. Lequel ?
- Hippocrate.
 - Liturgie.
 - Monolythe.
 - Vis-à-vis.
- QUESTION 4 :** Complétez correctement la phrase suivante : « De nombreux ... parlent très bien ».
- allemands / français.
 - allemands / Français.
 - Allemands / français.
 - Allemands / Français.
- QUESTION 5 :** Complétez correctement la phrase suivante : « ... que de te presser, tu aurais dû te lever ».
- Plus tôt / plus tôt.
 - Plutôt / plus tôt.
 - Plus tôt / plutôt.
 - Plutôt / plutôt.
- QUESTION 6 :** L'un des mots suivants est mal orthographié. Lequel ?
- Accablant.
 - Acabit.
 - Acalmie.
 - Acquit.
- QUESTION 7 :** Tous ces adjectifs doublent leur « t » final au féminin, sauf un. Lequel ?
- Coquet.
 - Inquiet.
 - Muet.
 - Net.
- QUESTION 8 :** Compléter correctement la phrase suivante : « ... aux plus grands, ils étaient ... à pleurer. ».
- Quand / près.
 - Quant / près.
 - Quand / prêts.
 - Quant / prêts.
- QUESTION 9 :** Extérioriser ses sentiments, c'est être :
- Exhubérent.
 - Exubérant.
 - Exhubérant.
 - Exubérent.
- QUESTION 10 :** Parmi les quatre propositions suivantes, laquelle est juste ?
- La conection.
 - La connection.
 - La conexion.
 - La connexion.

QUESTIONS DE VOCABULAIRE

QUESTION 11 : Parmi les quatre mots suivants, lequel est du genre masculin ?

- a. Câpre.
- b. Nacre.
- c. Termite.
- d. Urticaire.

QUESTION 12 : Que signifie « abjurer » ?

- a. Supplier.
- b. Refuser.
- c. Renoncer.
- d. Pardonner.

QUESTION 13 : Un individu « vindicatif » est :

- a. Muet, silencieux.
- b. Rancunier, haineux.
- c. Spirituel, malicieux.
- d. Indécis, hésitant.

QUESTION 14 : L'expression « ajouter en plus » est :

- a. Une onomatopée.
- b. Un contre-sens.
- c. Un pléonasme.
- d. Un quiproquo.

QUESTION 15 : L'adjectif « exhaustif » est synonyme de :

- a. Simple, élémentaire.
- b. Incomplet, insuffisant.
- c. Imprévisible, incertain.
- d. Complet, total.

QUESTION 16 : L'adjectif « cyclothymique » qualifie :

- a. Une personne dont le tempérament est caractérisé par l'alternance de phases dépressives et de phases euphoriques.
- b. Une région soumise à de fréquentes perturbations atmosphériques.
- c. Un phénomène qui revient à intervalles réguliers.
- d. Un mot qui se lit indifféremment de gauche à droite comme de droite à gauche.

QUESTION 17 : Quel mot n'est pas de la même famille que les trois autres ?

- a. Charitable.
- b. Charisme.
- c. Charité.
- d. Caritatif.

QUESTION 18 : Quel est le sens de l'adjectif « impavide » ?

- a. Facile à obtenir.
- b. Fruste, borné, rustre.
- c. Qui ne manifeste aucune crainte, aucune peur.
- d. Impatient, nerveux.

QUESTION 19 : Parmi les verbes suivants, lequel est un antonyme de « corroborer » ?

- a. Renforcer.
- b. Démentir.
- c. Confirmer.
- d. Raffermir.

QUESTION 20 : Qu'est-ce qu'une « cooptation » ?

- a. Un regroupement d'acheteurs ou de commerçants.
- b. Un mode de désignation d'un membre nouveau d'une assemblée, d'un corps constitué, ... par les membres qui en font déjà partie.
- c. La participation commune de plusieurs personnes à une entreprise, à une association.
- d. Un accord, un assentiment, une approbation.

QUESTIONS DE GRAMMAIRE

- QUESTION 21 :** Laquelle des propositions suivantes est grammaticalement juste ?
- Elles se sont pourtant plues dans cette affreuse ville.
 - Elles se sont pourtant plus dans cette affreuse ville.
 - Elles se sont pourtant plus dans cette affreuse ville.
 - Elles se sont pourtant plu dans cette affreuse ville.
- QUESTION 22 :** Lequel de ces noms composés reste invariable au pluriel ?
- Coffre-fort.
 - Tire-bouchon.
 - Savoir-faire.
 - Voiture-lit.
- QUESTION 23 :** Laquelle de ces quatre phrases est juste ?
- Elle est tout effrayé.
 - Elle est toute effrayé.
 - Elle est toute effrayée.
 - Elle est tout effrayée.
- QUESTION 24 :** Les noms en « -ail » forment généralement leur pluriel en « -ails ». Parmi les propositions suivantes, quelle est l'exception ?
- Chandail.
 - Vantail.
 - Gouvernail.
 - Sérail.
- QUESTION 25 :** Compléter correctement la phrase suivante : « L'agrafe ... qu'il avait ... était ».
- rouillée...oublié...tombé.
 - rouillée...oubliée...tombée.
 - rouillé...oublié...tombé.
 - rouillée...oublié...tombée.
- QUESTION 26 :** Pour laquelle des quatre propositions ci-dessous la concordance des temps est-elle respectée au niveau de la phrase suivante : « Si tu téléphoné, je prévenu. » ?
- avais / t'aurai.
 - aurais / t'aurais.
 - avais / t'aurais.
 - aurais / t'avais.
- QUESTION 27 :** Quel est le nombre mal orthographié ?
- Deux cents trois euros.
 - Trois cents euros.
 - Quatre mille euros.
 - Quatre-vingt-trois euros.
- QUESTION 28 :** Compléter correctement la phrase : « Tu devrais lui prêter tes marqueurs fluorescents ».
- orange et vert.
 - oranges et verts.
 - orange et verts.
 - oranges et vert.
- QUESTION 29 :** Laquelle des propositions suivantes est grammaticalement juste ?
- J'aurais aimer mangé ailleurs que dans ce boui-boui.
 - J'aurais aimé manger ailleurs que dans ce boui-boui.
 - J'aurais aimé mangé ailleurs que dans ce boui-boui.
 - J'aurai aimé mangé ailleurs que dans ce boui-boui.
- QUESTION 30 :** Parmi les propositions suivantes, laquelle permet de compléter correctement la phrase : « Elle s'est ... les dents. » ?
- brossée.
 - brosser.
 - brossées.
 - brossé.

QUESTIONS DE GEOGRAPHIE

QUESTION 31 : Le chef-lieu (préfecture) du département de l'Ariège est :

- a. Pamiers.
- b. Carcassonne.
- c. Orthez.
- d. Foix.

QUESTION 32 : Le plateau de Millevaches est situé dans :

- a. Le Jura.
- b. Le Massif central.
- c. Les Alpes.
- d. Les Pyrénées.

QUESTION 33 : Quelle mer sépare l'ex-Yougoslavie de l'Italie ?

- a. La mer Ionienne.
- b. La mer Tyrrhénienne.
- c. La mer Adriatique.
- d. La mer Égée.

QUESTION 34 : L'un des États suivants n'a pas de frontière commune avec le Chili. Lequel ?

- a. L'Argentine.
- b. Le Pérou.
- c. La Bolivie.
- d. Le Paraguay.

QUESTION 35 : La ville d'Adélaïde se trouve :

- a. En Louisiane.
- b. En Australie.
- c. En Afrique du Sud.
- d. Au Québec.

QUESTION 36 : La capitale du Maroc est :

- a. Casablanca.
- b. Rabat.
- c. Tanger.
- d. Marrakech.

QUESTION 37 : L'un de ces quatre fleuves ne coule pas en Russie. Lequel ?

- a. Le Niémen.
- b. Le Don.
- c. La Volga.
- d. La Vistule.

QUESTION 38 : Le fleuve Sénégal constitue la frontière entre le Sénégal et

- a. La Gambie.
- b. La Guinée-Bissau.
- c. La Mauritanie.
- d. La Guinée.

QUESTION 39 : La baie d'Along (ou Ha Long) se situe dans :

- a. Le golfe du Tonkin.
- b. Le golfe du Bengale.
- c. La mer du Japon.
- d. La mer des Célèbes.

QUESTION 40 : Stockholm est la capitale :

- a. De la Finlande.
- b. De la Norvège.
- c. De la Suède.
- d. Du Danemark.

QUESTIONS DE RELATIONS INTERNATIONALES

- QUESTION 41 :** Lequel de ces États n'est pas membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies ?
- Le Royaume-Uni.
 - L'Allemagne.
 - La Fédération de Russie.
 - La Chine.
- QUESTION 42 :** Désignez l'intrus dans cette dynastie « rouge » :
- Kim Il-sun.
 - Kim Jong-il.
 - Kim Jee-woon.
 - Kim Jong-un.
- QUESTION 43 :** Le siège de l'Agence internationale de l'énergie atomique se trouve à :
- Vienne.
 - La Haye.
 - Genève.
 - Luxembourg.
- QUESTION 44 :** Lequel des États suivants ne fait pas partie de l'Organisation du traité de sécurité collective ?
- La Fédération de Russie.
 - L'Arménie.
 - L'Azerbaïdjan.
 - Le Kirghizistan.
- QUESTION 45 :** Qui était le Président des États-Unis lors de la crise des missiles de Cuba ?
- Dwight D. Eisenhower.
 - John F. Kennedy.
 - Lyndon B. Johnson.
 - Ronald Reagan.
- QUESTION 46 :** Laquelle de ces organisations n'a pas pour objet le libre-échange entre ses États membres ?
- Le MERCOSUR.
 - L'ALENA.
 - L'OSCE.
 - L'AELE.
- QUESTION 47 :** Lequel des États suivants n'est pas membre de l'OPEP ?
- L'Angola.
 - La Fédération de Russie.
 - Le Vénézuéla.
 - L'Iran.
- QUESTION 48 :** Le secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique correspond en France au :
- Premier ministre.
 - Ministre des Affaires étrangères.
 - Ministre de la Justice.
 - Porte-parole du président.
- QUESTION 49 :** L'une des affirmations suivantes est fautive. Laquelle ?
- L'Union économique eurasiatique (UEEA) est entrée en vigueur le 1er janvier 2015.
 - Le Kirghizistan est membre de l'UEEA.
 - La Biélorussie (ou Belarus) n'a pas intégré l'UEEA.
 - L'UEEA a été instituée par le Traité d'Astana.
- QUESTION 50 :** Le Timor oriental est une ancienne colonie :
- Néerlandaise.
 - Britannique.
 - Portugaise.
 - Espagnole.

QUESTIONS SUR L'EUROPE

- QUESTION 51 :** Quel pays a fondé la Communauté économique européenne, en 1957, avec la France, l'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg, la Belgique ?
- Le Royaume-Uni.
 - Les Pays-Bas.
 - L'Autriche.
 - Le Danemark.
- QUESTION 52 :** En quelle année l'Espagne et le Portugal ont-ils intégré la Communauté économique européenne (CEE) ?
- 1957.
 - 1973.
 - 1981.
 - 1986.
- QUESTION 53 :** Au 1er janvier 2016, combien de commissaires composent la Commission européenne ?
- 7.
 - 14.
 - 28.
 - 56.
- QUESTION 54 :** Le président de la Commission européenne est élu par :
- Les députés du Parlement européen.
 - Les députés des parlements nationaux des États membres.
 - Les membres de la Commission européenne.
 - Les chefs d'État ou de gouvernement des États membres.
- QUESTION 55 :** La Convention européenne des droits de l'homme a été ouverte à la signature à ...
- Rome en 1950.
 - Paris en 1952.
 - Bruxelles en 1955.
 - La Haye en 1958.
- QUESTION 56 :** Laquelle de ces fonctions n'est pas ou n'a pas été occupée par Jean-Claude Juncker ?
- Président de l'Eurogroupe.
 - Président du Parlement européen.
 - Président de la Commission européenne.
 - Premier Ministre du Luxembourg.
- QUESTION 57 :** La citoyenneté de l'Union européenne a été créée par :
- Le Traité de Lisbonne.
 - Le Traité de Nice.
 - Le Traité d'Amsterdam.
 - Le Traité de Maastricht.
- QUESTION 58 :** L'élargissement de l'Union européenne de 15 à 25 États membres a eu lieu en :
- 1995.
 - 2002.
 - 2004.
 - 2007.
- QUESTION 59 :** Romano Prodi a été président :
- De la Banque centrale européenne.
 - Du Parlement européen.
 - De la Commission européenne.
 - Du Conseil de l'Europe.
- QUESTION 60 :** Lequel de ces quatre États n'appartient pas à la zone euro ?
- La Pologne.
 - La Finlande.
 - La Lettonie.
 - La Lituanie.

QUESTIONS SUR LES RELIGIONS DANS LE MONDE

QUESTION 61 : Selon la Bible, Jésus est né à :

- a. Nazareth.
- b. Bethléem.
- c. Cana.
- d. Jérusalem.

QUESTION 62 : Pour les Chrétiens, quel est le sacrement qui transforme le pain et le vin en corps et sang du Christ ?

- a. L'œcuménisme.
- b. La communion.
- c. L'eucharistie.
- d. La résurrection.

QUESTION 63 : En France, quel ministre est en charge des cultes ?

- a. Le ministre de la Justice.
- b. Le ministre de l'Éducation.
- c. Le ministre de l'Intérieur.
- d. Le ministre de la Culture.

QUESTION 64 : Selon la Bible, Dieu confia les tables des 10 commandements à :

- a. Noé.
- b. Moïse.
- c. Abraham.
- d. Isaac.

QUESTION 65 : Lors de la Pessah, les Juifs célèbrent :

- a. La naissance du roi David.
- b. La déportation en Mésopotamie.
- c. La destruction du Temple de Salomon.
- d. L'exode d'Égypte.

QUESTION 66 : Dans la tradition juive, à quel âge un garçon fait-il sa Bar Mitzvah ?

- a. 8 ans.
- b. 10 ans.
- c. 13 ans.
- d. 18 ans.

QUESTION 67 : Quelle est la signification du mot « Islam » ?

- a. Paix.
- b. Amour.
- c. Soumission.
- d. Adoration.

QUESTION 68 : Combien de prières par jour doivent effectuer les Musulmans ?

- a. 3.
- b. 5.
- c. 7.
- d. 10.

QUESTION 69 : Quelle est la religion la plus répandue en Arménie ?

- a. Le Yézidisme.
- b. Le Judaïsme.
- c. L'Islam.
- d. Le Christianisme.

QUESTION 70 : Lequel de ces quatre fleuves est considéré comme sacré par les Hindous ?

- a. Le Gange.
- b. Le Mékong.
- c. L'Irrawaddy.
- d. L'Amou-Daria.

QUESTIONS SUR L'ENVIRONNEMENT

- QUESTION 71 :** En 1976, une catastrophe écologique se produit à Seveso. Où se situe cette ville ?
- En Espagne.
 - En Italie.
 - En Colombie.
 - Au Mexique.
- QUESTION 72 :** Laquelle de ces énergies n'est pas renouvelable ?
- Le gaz naturel.
 - La biomasse.
 - L'énergie photovoltaïque.
 - L'énergie hydraulique.
- QUESTION 73 :** Où se trouve l'usine française de retraitement des combustibles nucléaires usés ?
- A Marcoule.
 - A Creys-Malville.
 - A La Hague.
 - A Cadarache.
- QUESTION 74 :** La Charte de l'environnement a été adossée à la Constitution de la Ve République en :
- 1999.
 - 2002.
 - 2005.
 - 2008.
- QUESTION 75 :** Que désigne l'acronyme « REACH » ?
- Une réglementation européenne sur les substances chimiques.
 - Un catalogue de recommandations établi en 2002 par le Club de Rome.
 - Une association écologiste anglo-saxonne.
 - Les objectifs en matière de développement durable fixés par l'administration Obama.
- QUESTION 76 :** Lequel de ces traités a introduit la notion de développement durable dans le droit communautaire européen :
- Le Traité de Maastricht.
 - Le Traité d'Amsterdam.
 - Le Traité de Nice.
 - Le Traité de Lisbonne.
- QUESTION 77 :** Pour assurer la protection de ses côtes, la France a créé en 1975 :
- Le Cabinet du littoral.
 - L'IFREMER.
 - La Mission interministérielle des côtes.
 - Le Conservatoire du littoral.
- QUESTION 78 :** Sur quel type de produit peut-on trouver le label « MSC » ?
- La viande.
 - Les textiles.
 - Le poisson.
 - Les œufs.
- QUESTION 79 :** En France, quelle part environ de la surface agricole était consacrée à l'agriculture biologique en 2015 ?
- 1 %.
 - 5 %.
 - 15 %.
 - 20 %.
- QUESTION 80 :** Quelle est la filière de recyclage des déchets la plus efficace en termes de revalorisation ?
- Celle du plastique.
 - Celle du papier.
 - Celle du verre.
 - Celle des piles.

QUESTIONS D'HISTOIRE

- QUESTION 81 :** Sur quelle île Napoléon Bonaparte a-t-il fini ses jours ?
- L'île d'Elbe.
 - La Corse.
 - L'île de Sainte-Hélène.
 - La Sardaigne.
- QUESTION 82 :** Sous le Régime de Vichy (1940-1944) la devise de la France était :
- Unité, Droit et Liberté.
 - Travail, Famille, Patrie.
 - Un pour tous, tous pour un.
 - Unis dans l'adversité.
- QUESTION 83 :** Qui fut le représentant des États-Unis lors de la conférence de Yalta en février 1945 ?
- Franklin Roosevelt.
 - Harry Truman.
 - Woodrow Wilson.
 - Dwight Eisenhower.
- QUESTION 84 :** Lequel de ces pays ne fut pas occupé par les troupes soviétiques après 1945 ?
- L'Autriche.
 - La Roumanie.
 - La Pologne.
 - La Yougoslavie.
- QUESTION 85 :** Laquelle des entités suivantes ne faisait pas partie de l'Union indochinoise française ?
- La Cochinchine.
 - La Birmanie.
 - Le Laos.
 - L'Annam.
- QUESTION 86 :** Le premier chancelier de la République fédérale d'Allemagne fut :
- Ludwig Erhard.
 - Helmut Schmidt.
 - Konrad Adenauer.
 - Willy Brandt.
- QUESTION 87 :** De 1960 à 1980, Léopold Sedar Senghor a été président :
- Du Cameroun.
 - De Côte d'Ivoire.
 - Du Gabon.
 - Du Sénégal.
- QUESTION 88 :** En quelle année eurent lieu les Cent Jours ?
- 1789.
 - 1815.
 - 1848.
 - 1871.
- QUESTION 89 :** Quel homme politique dirigea la Yougoslavie sans interruption de 1945 à 1980 ?
- Franjo Tudjman.
 - Slobodan Milosevic.
 - Josip Broz Tito.
 - Radovan Karadzic.
- QUESTION 90 :** Dans quel pays d'Europe de l'Est les troupes soviétiques sont-elles intervenues pour réprimer une révolte en 1956 ?
- L'Allemagne de l'Est.
 - La Hongrie.
 - La Tchécoslovaquie.
 - La Pologne.

QUESTIONS DE CONNAISSANCES MILITAIRES

- QUESTION 91 :** Le Grand quartier général des puissances alliées en Europe (SHAPE) est installé à :
- Ramstein (République fédérale d'Allemagne).
 - Brunssum (Pays-Bas).
 - Mons (Belgique).
 - Naples (Italie).
- QUESTION 92 :** Lequel de ces États n'est pas membre de l'OTAN ?
- L'Irlande.
 - L'Albanie.
 - La Croatie.
 - La Roumanie.
- QUESTION 93 :** Quelle est la dénomination de la participation des Forces armées françaises au sein de la coalition contre l'État islamique ?
- Opération Daman.
 - Opération Chammal.
 - Opération Barkhane.
 - Opération Serval.
- QUESTION 94 :** Laquelle de ces affirmations (mesures de restructuration 2016) concernant le nouveau modèle de l'armée de Terre « Au contact » est fautive ?
- Les 1^{re} et 3^e Divisions comprennent chacune 3 brigades interarmes.
 - Un régiment du génie d'appui divisionnaire est directement rattaché à chaque division.
 - L'état-major de la 4^e Brigade d'aérocombat est installé à Nancy.
 - Le Commandement du renseignement est implanté à Strasbourg.
- QUESTION 95 :** Désignez l'intrus parmi les systèmes ou matériels suivants :
- DRAC.
 - SDTI.
 - SPRAT.
 - DROGEN.
- QUESTION 96 :** Lequel de ces espaces d'entraînement n'est pas rattaché au Centre d'entraînement interarmes et du soutien logistique (CENTIAL - 51^e RI) ?
- Mailly.
 - Mourmelon.
 - Moronvilliers.
 - Suippes.
- QUESTION 97 :** L'une de ces affirmations est fautive. Laquelle ?
- Le Service militaire volontaire (SMV) a été officiellement créé le 1^{er} juillet 2015.
 - Le premier centre du SMV a été ouvert à Montigny-lès-Metz.
 - L'objectif du SMV est de former des soldats pour l'opération Sentinelle.
 - Le dispositif du SMV est inspiré du Service militaire adapté (SMA) qui existe en Outre-Mer.
- QUESTION 98 :** Lequel des organismes suivants n'est pas implanté dans la garnison de Saumur ?
- L'École d'état-major (EEM).
 - L'école supérieure des officiers de réserve spécialistes d'état-major (ESORSEM).
 - Le Centre de défense nucléaire, bactériologique et chimique (CDNBC).
 - Le Centre d'enseignement et d'études du renseignement de l'armée de Terre (CEERAT).
- QUESTION 99 :** L'un de ces organismes n'est pas subordonné au CEMA. Lequel ?
- Le Service d'infrastructure de la Défense (SID).
 - Le Service interarmées des munitions (SIMu).
 - Le Service des essences des Armées (SEA).
 - Le Commandement des opérations spéciales (COS).
- QUESTION 100 :** Laquelle des affirmations suivantes est fautive ?
- Il existe trois Unités d'instruction et d'intervention de la Sécurité civile (UIISC).
 - Les UIISC sont des formations militaires mises pour emploi à la disposition du Ministère de l'Intérieur.
 - L'UIISC 7 est stationnée à Brignoles.
 - Les UIISC sont des formations relevant du budget opérationnel de programme (BOP) Terre.

**ÉPREUVES DE SÉLECTION PROFESSIONNELLE
POUR L'ACCÈS AU GRADE DE MAJOR
DE L'ARMÉE DE TERRE**

2016

Q.C.M. DE LANGUE VIVANTE

ANGLAIS

Durée : 1 heure (coefficient 1)

**JEUDI 8 SEPTEMBRE 2016
de 13H30 à 14H30**

Aucun dictionnaire ni document n'est autorisé pour cette épreuve.

Text 1

There are an estimated 8 million illegal immigrants in the 27-nation European Union; almost a million were turned back at EU borders in 2006. Details of new EU immigration rules approved by the European Parliament:

- EU nations will be able to detain illegal immigrants for up to eighteen months to decrease flight risk while deportation is being processed.
- A re-entry ban of up to five years may be imposed on expelled immigrants who do not cooperate or are deemed a threat.
- Illegal immigrants must be placed in specialized detention centers, not in prisons with convicted criminals.
- Illegal immigrants must be given access to free legal advice, and children and families with children should only be detained as a last resort.
- EU governments have two years to implement the new rules.

1. How long can illegal immigrants be detained?

- a. 9 months
- b. 12 months
- c. 18 months
- d. 16 months

2. Where should illegal immigrants be detained?

- a. Detention centers and prisons
- b. Detention centers
- c. Prisons
- d. Hotels

Text 2

One of my favorite vacation places is Mexico. I really like the weather there because it never gets cold. The people are very nice too. They never laugh at my bad Spanish. The food is really good. Mexico City is a very interesting place to visit. It has some great museums and lots of fascinating old buildings. The hotels are too expensive to stay but there are more affordable options. For example, you can stay at one of the beach resorts like Acapulco. If you are planning to visit Mexico, you should definitely see the Mayan temples near Merida.

3. the author ...

- a. speaks Spanish fluently
- b. speaks Spanish very well
- c. is Spanish
- d. doesn't speak Spanish very well

4. Hotels

- a. are very cheap in Mexico
- b. aren't comfortable there
- c. are all poor in Mexico
- d. are pretty expensive in Mexico

Text 3

Residents of a small Welsh-speaking community have clubbed together to buy the post office and shop, ten years after buying the pub. The people of Llithfaen, Caernarfonshire were determined to prevent their village losing its focal point. Ten years ago they paid £40,000 for the pub, called the Victoria, and now they have helped to keep the shop open. Most of the cost, £19,500, was met by the local council and a European Union grant, but the villagers needed to raise a further £6,000 to buy the shop from the owner who is retiring. John Jones, chairman of the community committee, said: "We went around every house and came back with £500 more than we needed. The post office and the pub are essential to the life of the village. There are no other amenities.

5. The Llithfaen Post Office:

- a. closed ten years ago
- b. has been saved by the local people
- c. has now closed
- d. has been bought by Victoria

6. The shop was going to close :

- a. because of a decision by the European Union
- b. because the owner needed the money
- c. because the owner thought he was too old to run the shop
- d. because the local people don't like to go shopping there

Text 4

A recent opinion poll discovered that many people were very concerned about the amount of sex and violence depicted in movies, television shows, and popular music. This poll also discovered, however, that most people thought that individuals should take responsibility to correct the problems. The vast majority favored such solutions as tighter parental supervision, warning labels on records, and voluntary self-restraints by entertainment companies. Only 27 per cent favored government censorship. At the same time, there was growing concern about the impact of television on children. Research has shown that by the time our children reach age 18, they have spent more time watching television than in school. The problem was that our television system was attuned to the marketplace. Children are treated as a market to be sold to advertisers at so much money per thousand eyeballs.

7. According to the reading, to prevent the bad effects of television, only a minority ----.

- a. Support individual action
- b. Say parents should supervise their children
- c. Believe in the necessity of censorship implemented by governments
- d. Think television companies have to control their own broadcasting

8. It is emphasized in the reading that ----.

- a. Many children have eyesight problems due to watching television excessively
- b. Children are a main focus of the advertisers
- c. There are not enough advertisements on television
- d. Our television shows should be designed according to our children's preferences

Text 5

English courts have reacted quickly to hand down tough sentences to defendants found guilty in connection with the riots which hit London and other British cities last week. The tough sentences are designed to set an example of the authorities' anger at the wave of looting, arson, mugging and even murder which swept across London for three nights and spread to other cities including Manchester, Birmingham, Liverpool, Nottingham and Gloucester on the third and fourth nights. The riots were sometimes instigated and guided by messages on social networking sites like Facebook and Twitter. In the north west of England, one man from the town of Northwich was jailed for four years earlier this week for posting a message on Facebook telling people to meet at a specific time and place to start a riot in the town. When he turned up, the only other people there were the police who arrested him. Courts are also remanding defendants in custody until their case is ready to be dealt with. In 65 percent of riot cases, defendants have been remanded in custody, against the average of 10 percent of cases.

9. According to the article, people who tried to organize riots through Facebook.....

- a. Were ignored by the police
- b. Were arrested by the police and subsequently sentenced
- c. Were let off with a warning by the police
- d. Were forbidden to post messages on Facebook

10. Where did the riots take place?

- a. In London and several other cities across the U.K.
- b. In London
- c. Just outside of London
- d. In Manchester and Birmingham

Text 6

The German airline Lufthansa announced that in the coming months falcons are to be allowed in the cabin during flights in a specially designed "Falcon Master" tray. It ensures maximum protection of the cabin walls, seats and carpets from soiling by the birds.

The target group would be customers from the Middle East, where falconry is "very popular". The United Arab Emirates runs wild falcon conservation projects as well as breeding farms and veterinary hospitals for the animals. For centuries hunting with falcons was a major source of meat in the harsh desert region, and the birds remain a national emblem, found on everything from corporate logos to banknotes. But with wildlife under pressure, hunting has been restricted, and many affluent Emiratis now travel abroad to locations as far as Morocco, Pakistan and Central Asia.

11. To please their customers, Lufthansa decided to

- a. decorate its cabins with the national UAE symbol
- b. give them a cage for their birds as a present
- c. let them take their pets into the cabin
- d. extend their hygienic rules

12. Some Emiratis travel abroad with falcons to

- a. train them to hunt
- b. look for new ones
- c. have them compete in races
- d. save them from poacher hunting

Text 7

Services were disrupted in Lewisham, south-east London, train operator Southeastern said. It apologised and tweeted: "We had severe congestion through Lewisham due to dispatching issues as a result of strong sunlight." Passengers also took to Twitter - to share their disbelief at the excuse. A spokesman at Southeastern said: "We know that sometimes it seems that if it is not leaves on the line or snow on the track then it is some other weather issue. But actually glare this morning made it impossible for some drivers to see the full length of their train in their mirrors before leaving stations. When this happens they have to get out and check to ensure everybody has got on or off their train safely before they can move".

13. When the passengers heard the announcement, they

- a. warned the public about the danger
- b. asked the authorities for help
- c. started getting off in panic
- d. thought it was a bluff

14. The trains stopped running because

- a. the passengers couldn't see where to get on or off the train
- b. the train drivers couldn't see the people getting off or on
- c. the train drivers couldn't see the tracks in front of them
- d. the car drivers couldn't see the trains at the level crossings

Text 8

Never marry a football fan. That is the message from an Australian mother who discovered two years too late that the "unique and romantic" name Lanesra that her husband chose for their daughter, was his football team Arsenal spelled backwards.

But the beautiful game doesn't always inspire a beautiful name. In 1966, a Liverpool supporter called his newborn after every player in the Cup-winning team. Pity the poor teachers who had to take the register for Paula St John Lawrence Lawler Byrne Strong Yeats Stevenson Callaghan Hunt Milne Smith Thompson Shankly Bennett Paisley O'Sullivan. His wife only discovered her daughter's unusual name when she came out of hospital. "It was a dangerous thing to do, but she loves the name now." But, he says, unlike the father of baby Lanesra, he would never have waited two years to tell her the truth: "That's the coward's way out!"

15. The Australian mother

- a. warned women about football fans' addiction to the game
- b. loved the double meaning of her daughter's name
- c. advised women not to trust their husbands
- d. suggested a rare name for her daughter

16. A Liverpool supporter

- a. considered himself an honest man
- b. hated teachers and wanted to cause them trouble
- c. praised the Australian fan's lively imagination
- d. laughed at the Australian man because he feared his wife

Text 9

Donald Rumsfeld, the two-time US secretary of defence had become a fan of the physical version of the solitaire variant using two decks of cards rather than one, after he first played it in the 1970s. It was taught to him by Belgian statesman André de Staercke, who had in turn been taught it by Churchill himself. He says that the game is “probably the most challenging and strategic game of logic or puzzle” he has ever played, and that he was concerned that it would be “lost to the ages” if it wasn’t spread to more people. And so he accepted an offer to turn the game into an app. “Turning Churchill solitaire into an app of its own wasn’t something I’d ever envisioned. It wasn’t something I was sure the Churchill family would even want us to contemplate,” he said. But permission was granted from Churchill’s grandson, and development began.

17. Churchill solitaire

- a. has been secretly passed on among politicians
- b. was rendered complex by adding extra cards
- c. was especially designed for Churchill
- d. has been famous since the 1970s

18. Rumsfeld’s wish was to

- a. introduce new rules of the game
- b. reintroduce the game to public
- c. save the game from disappearing
- d. help Churchill’s family promote the game

Text 10

The Netherlands is to rent out empty jail cells to Norway to ease overcrowding in Norwegian prisons. Three hundred Norwegians will be housed in Dutch prisons at a time when the Netherlands is closing down 19 penal facilities due to a lack of domestic criminals. Fred Teeven, the Dutch justice minister who is in charge of the prison service, defended a deal that will see the arrival of foreign criminals found guilty of offences including violent and sex crimes but that will save over 700 jobs. “In Norway there is a capacity shortage, and right now we have a surplus,” he said.

The prisons will have Norwegian management and be run according to Norwegian rules but the warders will be Dutch. Due to lack of space, more than 1,000 inmates in Norway are waiting to be placed in prisons, where they are assigned to individual cells. To solve the problem, Norway has leased Norderhagen prison from the Netherlands. But the move has dismayed many Dutch inmates, who were transferred to another facility despite fighting to stay put in their “luxurious cells”, as Dutch media have described them.

19. The Netherlands and Norway

- a. have convicts with a similar background
- b. will pool resources to build a prison
- c. will share a facility to reduce costs
- d. face the same housing problems

20. Once the deal was reached, it appears that

- a. the living conditions of Norwegian convicts will deteriorate
- b. the prisoners will have guards from their own countries
- c. the Dutch prisoners were unhappy to leave their prison
- d. the most dangerous people will be in individual cells